

# Blein & Meyer SA a séduit une clientèle de renom en 40 ans

**BULLE** • La petite société familiale s'est fait un nom dans les créations mécaniques et l'injection plastique. Constructeurs aéronautiques et joailliers figurent parmi ses clients.



En 40 ans, l'entreprise, qui compte six collaborateurs, n'a jamais quitté ses locaux bullois, à la route de Morlon. Et son directeur le confie: «Nous n'avons pas de rêves de grandeur.»

MAGALI  
CORPATAUX-SCHMUTZ

Quel point commun entre un mouche-bébé, un boîtier destiné à contenir des composants électroniques pour l'Airbus A340, des pales d'hélicoptères en modèle réduit ou un écran pour montres de luxe? Tous ces articles sont en plastique ou en métal. Et tous sortent des ateliers Blein & Meyer SA, à Bulle. Qui imaginerait une telle activité derrière la façade tranquille de cette vieille maison, sise à la route de Morlon?

«La société n'a jamais déménagé», explique Dominique Meyer, actuel directeur et fils de l'un des trois fondateurs. Marié, ce père de trois enfants avoue 42 printemps. C'est deux de plus que l'entreprise qu'il dirige depuis cinq ans. Les quatre décennies de créations mécaniques et d'injection plastique ont été fêtées samedi dernier, en compagnie des clients de la société et des autorités locales. L'occasion pour ces invités de visiter les locaux et d'assister au vol d'un hélicoptère modèle réduit en partie réalisé par l'entreprise. Si l'on pousse la porte de l'atelier, une

odeur de plastique chauffé et d'huile de machine assaille les narines. De la limaille brille au sol. Une première machine, aussi imposante que bruyante, est en train de réaliser une pièce destinée à l'aviation. Par la vitre de contrôle, on assiste à la découpe d'un bloc compact d'aluminium de 3,5 kg. Une fois usiné, il en restera quelque 320 grammes. Plus loin, une autre presse d'injection forme des pièces qui entreront dans la composition des systèmes de pesée embarqués à bord des camions-poubelles.

Dans la salle des stocks, de mystérieux cartons s'entassent. Leur ouverture dévoile une véritable caverne d'Ali Baba: râpes à fromages, assiettes de dégustation, contenants pour cabinets dentaires, moules pour fers à cheval. Dans une vitrine sont exposés des écrans dont la vue précipite en général le rythme cardiaque de celui ou celle qui les découvre sous le sapin de Noël. Une fois sorties des ateliers bullois, ces boîtes seront encore recouvertes de cuir ou de bois chez d'autres sous-traitants, avant d'être enrubannées et griffées aux couleurs de grands joailliers comme Chopard et Ebel. Des

noms qui figurent en bonne place sur le carnet d'adresses de Dominique Meyer, au même titre que des constructeurs aéronautiques comme Airbus.

## MODERNISER L'ÉQUIPEMENT

«Nous avons parfois dû refuser de grosses commandes qui auraient monopolisé une machine durant six mois», éclaire Dominique Meyer, polymécanicien, qui a appris l'injection plastique – «un autre métier» – sur le tas, avec son père. «Par contre,

on peut se permettre de réparer uniquement l'axe d'un moteur ou réaliser des pièces uniques, ce que de plus grandes sociétés ne font pas.»

Et que souhaite Dominique Meyer à son entreprise, à l'heure de souffler les 40 bougies du gâteau? «Nous n'avons pas de rêves de grandeur», répond le Gruérien. Même s'il est parfois difficile de composer avec la petite taille de l'entreprise, dont le chiffre d'affaires n'est pas communiqué. MCS

## Renouveler le parc de machines

L'activité de Blein & Meyer SA se divise à parts quasi égales entre la mécanique et l'injection plastique, même si quelques mandats importants font momentanément pencher la balance du côté mécanique. Les moules destinés à l'injection sont dessinés et façonnés par l'entreprise. Il s'agit principalement de travaux de sous-traitance pour des clients suisses. Mais la société bulloise fait aussi appel à d'autres sous-traitants: «De plus en plus, le client exige

des pièces terminées, déjà chromées ou eloxées. Nous confions alors cette tâche à d'autres entreprises», explique le directeur Dominique Meyer. Actuellement, l'entreprise compte six collaborateurs, dont trois polymécaniciens et une ouvrière. L'épouse de Dominique Meyer s'occupe de l'administration. «Ce qui compte surtout pour rester concurrentiel, c'est de moderniser et renouveler notre parc de machines», conclut le directeur. MCS

# Le problème du transport demeure

**ÉCOLE LIBRE PUBLIQUE** • Les parents domiciliés à Marly devront probablement payer pour que leurs enfants soient amenés jusque devant l'école.

Aucune solution satisfaisante n'a encore été trouvée pour le transport des enfants de Marly scolarisés en allemand à Fribourg, que ce soit à la Vignettaz ou à l'École libre publique. Selon l'information donnée lundi soir à l'assemblée scolaire de l'ELP, il semble que l'on s'achemine vers la sollicitation du porte-monnaie parental.

Jusqu'à la fin juin – et grâce à une prolongation d'une année accordée par la Direction de l'instruction publique – les petits Marlinois bénéficient encore du bus payé par le pot commun cantonal des transports scolaires. Ils n'y auront plus droit, étant donné l'extension à leur commune de la ligne urbaine 1 (Marly-Portes-de-Fribourg). Le problème, c'est que ces bus font halte à la gare, ce qui contraint les enfants – et parmi eux des élèves d'école enfantine – à gagner leur école à pied à travers les pièges de la circulation.

L'automne, le repas de midi et l'accompagnement seront facturés douze francs.

L'ELP doit en outre régler un contentieux avec plusieurs communes qui refusent de payer l'écolage pour des élèves fréquentant ou ayant fréquenté l'école, certaines factures datant d'avant 1998. D'après Bernhard Flühmann, il y a principalement deux cas de figure: d'une part, des enfants inscrits à l'école sans autorisation de l'inspecteur (cela ne se produit plus, assure le directeur), d'autre part, les enfants dûment autorisés à changer de cercle scolaire mais dont l'écolage est à la charge des parents, la commune n'ayant pas signé de convention avec l'ELP. Selon l'Instruction publique, ce serait aux communes de payer, quitte à se retourner ensuite vers les parents. Elles ne semblent pas l'entendre de cette oreille...

## PRÉSERVER LES BÂTIMENTS

L'École libre publique, qui atteint son rythme de croisière avec environ 160 élèves dans les sections enfantine et primaire alémaniques, ainsi que 75 enfants en classes privées francophones (enfantine et primaire), a encore deux chantiers à achever, souligne Monique Antiglio, présidente. Elle doit se doter de nouveaux statuts et, surtout, créer une fondation pour préserver la propriété de ses bâtiments. «Selon les statuts actuels, ces immeubles appartiennent à l'ELP et, le cas échéant, ils doivent revenir à la paroisse réformée.» La présidente espère boucler ces dossiers au plus tard à l'automne. MJN

## CONTENTIEUX À RÉGLER

La commune de Marly, qui offre les abonnements, estime qu'il revient aux parents d'assumer financièrement tout confort supplémentaire. «Si nécessaire, on trouvera une solution pour que cela ne coûte pas trop cher», promet Bernhard Flühmann, directeur de l'ELP. A son avis, un montant annuel de 250 francs ne serait pas exagéré, dans la mesure où il s'agit de garantir la sécurité des élèves.

Les parents dont les enfants, surtout les petits, restent à midi verront aussi augmenter la note. Pour le moment, l'école demande cinq francs pour le repas mais rien pour l'encadrement. Dès

# Banc public cherche le soutien de l'Etat

**SOCIAL** • Le centre d'accueil de jour peut compter sur le soutien de la Loterie romande. Mais cette aide prendra fin en 2006. Banc public doit donc assurer ses arrières en obtenant la reconnaissance de l'Etat.

Une structure de plus dans le réseau social fribourgeois? Oui. Mais Banc public entend répondre à des besoins non couverts, corrigent ses responsables. «Nous nous inscrivons vraiment dans une optique de complémentarité et non de substitution des structures déjà existantes», précise la responsable Anne-Marie Schmid. Elle a récemment insisté, en assemblée générale, sur la nécessité pour Banc public d'être reconnu par l'Etat. Condition sine qua non s'il entend pouvoir poursuivre son action.

Créé il y a deux ans et demi – sous l'impulsion de la Tuile notamment – Banc public est devenu une association à part entière depuis le début de cette année, et vole donc de ses propres ailes. Il vise à combler une lacune relevée par différents partenaires sociaux du canton: l'accueil de jour des personnes sans abri ou en situation de détresse, exclues

socialement. A la Tuile par exemple, les bénéficiaires de l'accueil de nuit sont contraints de quitter les locaux le matin. En période hivernale, les usagers étaient certes dirigés vers le Seuil, unique accueil de jour ouvert à tous à Fribourg jusqu'en 2002. Mais la dominante toxico-mane dissuadait une partie des usagers de s'y rendre, laissait entendre un rapport qui a conduit les différents acteurs sociaux fribourgeois à mettre la nouvelle structure sur pied. «Ceci est une force car Banc public est un projet issu du terrain, et en lien constant avec celui-ci», fait remarquer Anne-Marie Schmid.

## 365 PERSONNES EN 2003

Basée au Schoenberg, à Fribourg, l'association a accueilli l'an dernier 365 personnes. Statistiquement, l'usager type est un homme suisse, âgé de 39 ans, habitant Fribourg. Il n'est pas forcément dépendant d'un pro-

duit, dort sous son toit, vit de l'aide sociale. Le plus souvent, il se retrouve marginalisé par le fait de ne pas avoir de travail. Sa situation financière est précaire, son réseau familial absent ou inexistant.

En 2003, les personnes ayant fréquenté Banc public ont totalisé près de 8200 passages et 6200 repas. Par jour, cela représente quelque 24 passages et 18 repas servis. «Les cinq premiers mois de l'année 2004 révèlent une augmentation de 27% au niveau des passages et de 20% au niveau des repas», souligne Anne-Marie Schmid. Lieu de rencontre pour ces personnes marginalisées, Banc public leur offre également un service de conseil, d'aide administrative ainsi qu'une permanence de soins d'hygiène de base.

## LA MAIN À LA PÂTE

Outre les repas, les usagers peuvent aussi bénéficier d'une

douche et d'un service de lessive. Les repas comme la lessive ne sont pas gratuits, mais le prix reste symbolique. Toutefois, les usagers peuvent participer à la vie du centre en mettant en valeur leurs compétences: contre un peu de travail manuel, ils peuvent alors manger gratuitement, tout en donnant un sens à leur activité.

Côté sous, l'association table sur un budget de 400 000 francs environ. La bonne nouvelle, c'est que jusqu'à fin 2006, la Loterie romande lui accorde un soutien annuel de 335 000 francs. La mauvaise, c'est de savoir ce qu'il adviendra après. Anne-Marie Schmid: «De l'intérieur, la nécessité de Banc public n'est plus à prouver. Mais son existence financière n'est assurée que jusqu'à fin 2006. Le travail de reconnaissance officielle doit donc se poursuivre si l'association entend bénéficier d'une subvention de l'Etat». KP



## DÉBUT DES TRAVAUX POUR LA MAISON DU «MESSAGER BOITEUX»

Les travaux de la future usine de Säuberlin & Pfeiffer ont débuté lundi sur le terrain des Asses, à Châtel-Saint-Denis. L'entreprise, actuellement installée à Vevey, transférera son activité dans le chef-lieu de la Veveysse, à deux pas de l'autoroute A12, au début de l'année prochaine. Editrice du «Messager boiteux» et spécialiste des emballages, la société doit en effet quitter ses locaux vaudois après son rachat par le groupe français Autajon, en 2002. Environ 140 emplois s'installeront ainsi à Châtel-Saint-Denis. En tout, l'investissement de l'entreprise s'élève à 14 millions de francs. De son côté, la commune châtelaine a déjà consacré un million de francs pour l'équipement de la parcelle. SaR

ALAIN WICHT

## EN BREF

### Flashé à 109 km/h!

**CHÂTEL-SAINT-DENIS** • Lors d'un contrôle de vitesse effectué à Châtel-Saint-Denis, dimanche à 15h 55, le radar a enregistré le passage d'une voiture à 109 km/h à la route de Vevey, où la vitesse est limitée à 50 km/h, signale la police cantonale.